



Paris, le 19 septembre 2025

## **Tribune – Étude Pestiriv : protéger les cultures et les riverains, une exigence partagée**

La publication de l'étude Pestiriv par Santé publique France et l'ANSES était attendue avec impatience par les riverains, les associations, les médias et bien sûr par les professionnels que nous sommes. Elle vient confirmer un fait que nous ne contestons pas : vivre à proximité d'une parcelle viticole ou arboricole entraîne une exposition plus importante aux produits phytopharmaceutiques que lorsque l'on habite loin de toute culture. Ces résultats ne surprennent pas : il est logique que les zones de production agricole, là où les produits sont appliqués pour protéger les cultures, soient plus concernées que les zones éloignées.

Mais l'essentiel est ailleurs : **les niveaux observés restent en deçà des seuils les plus défavorables pris en compte dans les autorisations de mise sur le marché**. L'ANSES le rappelle clairement : **aucune alerte sanitaire n'est lancée à ce stade et présence ne veut pas dire risque**. En attendant, ce travail inédit constitue une base précieuse pour améliorer nos pratiques et renforcer la confiance entre agriculteurs et riverains.

### **Protéger les cultures est une nécessité**

**La protection des cultures n'est pas un choix, c'est une condition de survie**. Les vergers et les vignes sont exposés à de nombreuses maladies et ravageurs qui, sans traitements, peuvent anéantir une récolte. L'enjeu n'est donc pas de savoir s'il faut protéger nos cultures, mais comment les protéger au mieux : avec le moins de produits possibles, de la manière la plus précise, et dans le respect de ceux qui vivent à proximité.

### **Réduire la dérive et mieux cibler les traitements**

**Les arboriculteurs et viticulteurs ont déjà profondément fait évoluer leurs pratiques** : La pulvérisation de précision s'impose de plus en plus (buses anti-dérive, panneaux récupérateurs, pulvérisateurs confinés). En outre, la confusion sexuelle, les filets ou le désherbage mécanique prennent une place croissante. Nous investissons massivement dans ces solutions parce que nous avons conscience de notre responsabilité.



Nous savons que la dérive – ces gouttelettes qui sortent de la parcelle traitée – est un souci pour les riverains. C'est pourquoi nous travaillons chaque jour à la limiter : choix des créneaux horaires, conditions météo adaptées, respect strict des zones de non-traitement (ZNT). La technologie progresse, les pratiques évoluent, et nous voulons aller encore plus loin.

### **Une exigence d'équilibre et de réciprocité**

Nous demandons aussi que cette exigence s'accompagne de cohérence. Les produits que nous utilisons sont autorisés par les autorités sanitaires européennes et françaises après des évaluations rigoureuses. Mais si certaines molécules viennent à être interdites en France, nous demandons que les fruits importés ne puissent pas, eux, en contenir. Il en va de l'équité pour les producteurs français et du respect des consommateurs.

Protéger les cultures tout en protégeant les riverains est un objectif légitime et partagé. Mais il ne peut se construire sans soutien public à l'innovation : aides à l'investissement pour le matériel de pointe, accompagnement à la recherche appliquée, financement de solutions alternatives ou complémentaire efficaces. Car les alternatives, lorsqu'elles existent coûtent cher, nécessitent du temps et ne suffisent presque jamais à elles seules.

### **Retrouver la confiance**

L'étude Pestiriv est un outil. À nous, agriculteurs et pouvoirs publics, de l'utiliser pour progresser. Mais ne faisons pas dire à ce travail ce qu'il ne dit pas : aucun signal sanitaire avéré n'est établi aujourd'hui. Il serait trop facile de transformer ce constat en procès à charge contre les producteurs. Nous sommes prêts à entendre les inquiétudes, mais nous demandons en retour de la compréhension pour les contraintes qui pèsent sur nous. Nous voulons travailler main dans la main avec les riverains, les chercheurs, les pouvoirs publics. Parce que nous vivons ensemble sur les mêmes territoires, nous partageons la même eau, le même air, les mêmes paysages.

Protéger les cultures et protéger les riverains ne sont pas deux objectifs opposés, mais deux faces d'une même exigence.

Nous, arboriculteurs, viticulteurs et autres agriculteurs en faisons chaque jour la démonstration. À condition de nous donner les moyens, nous sommes déterminés à poursuivre ce chemin. Continuer à produire en France ne peut pas être une option.

Françoise ROCH, Présidente de la FNPFruits